

Fabrice Ripoll & Sylvie Tissot

Université Paris Est Créteil (UPEC), Lab'URBA

Université de Strasbourg, Groupe de sociologie politique européenne (GSPE)

La dimension spatiale des ressources sociales

Ce dossier se propose de partir des difficultés réelles auxquelles les chercheurs en sciences sociales sont confrontés pour penser théoriquement les relations entre l'espace et les rapports sociaux, et produire des concepts appropriés.

Après s'être constituée en discipline universitaire sur la question des relations hommes/milieus (naturels), la géographie humaine a connu dans les années 1970-1980 une véritable refondation épistémologique en affirmant que c'était l'espace, ou les rapports espaces/sociétés qui devaient être son véritable objet. Mais tout en s'affirmant ainsi comme science sociale, elle a eu tendance à faire de « l'espace » une réalité autonome voire agissante sur le social de l'extérieur. Critiquant ce « spatialisme », la géographie sociale a pris au sérieux l'idée lefebvrienne d'un espace produit social¹, mais a eu les plus grandes difficultés à statuer clairement sur le « rôle » qu'il pouvait avoir, le considérant parfois comme une simple surface d'inscription des inégalités, « miroir » plus ou moins déformant des dynamiques sociales et produisant une réflexion « brouillée » comme le dit Pierre Bourdieu.

Du côté des sociologues précisément, malgré le programme ambitieux de la morphologie durkheimienne, la tendance a plutôt été d'oublier ou de négliger la dimension spatiale. Et quand elle était prise en compte, en sociologie urbaine notamment, on a pu observer la même bipolarisation des postures, significative du même dilemme théorique : comment faire pour intégrer pleinement l'espace sans l'autonomiser, sans contribuer à évacuer les rapports sociaux structurels, opérant à diverses échelles (comme risquent de le faire certains travaux cherchant à dégager des « effets de quartier » ou de « territoire ») ? La réponse nous semble résider dans le fait de ne plus considérer l'espace et la société comme deux réalités séparées, extérieures l'une à l'autre, mais au contraire de penser l'espace comme une *dimension*² inhérente aux rapports sociaux : le social est *toujours déjà* spatial.

A minima, il faut considérer qu'« effets de classe » et « effets de lieu »³ interagissent constamment. La localisation géographique, la réalité matérielle (type d'habitat, organisation des villes) et le contexte social local dans lequel un individu grandit, travaille et habite, le nombre et le type d'espaces dans lequel il/elle évolue et ceux dans lesquels il/elle est

¹ Lefebvre Henri, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos (coll. Ethno-sociologie), 2000 [1974].

² Expression réinvestie ces dernières années, tant en géographie (Veschambre Vincent, « Dimension, un mot parmi d'autres pour dépasser la dialectique socio-spatiale », *ESO. Travaux de l'UMR 6590*, n°10, mars 1999, pp. 83-87) qu'en sociologie (Authier Jean-Yves, *Espace et socialisation. Regards sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale*, habilitation à diriger des recherches, Université de Lyon 2, 2001).

³ Bourdieu Pierre, « Effets de lieu », in Bourdieu Pierre (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993 ; Frémont Armand, Chevalier Jacques, Hérisson Robert, Renard Jean, *Géographie sociale*, Paris, Masson, 1984.

confiné-e... n'ont pas d'impact indépendamment de la trajectoire et de la position sociales. Il faut du capital culturel pour faire d'une architecture ancienne plus qu'une maison délabrée : un patrimoine. Une adresse bourgeoise procure-t-elle vraiment du prestige à un ouvrier, ou ne vient-elle pas plutôt renforcer les rapports de domination par l'invisibilité imposée à celui qui trouble l'entre-soi ? Mais si les « effets de lieu » n'agissent pas indépendamment des rapports de classe, ces derniers, inversement, ne constituent pas une réalité « hors sol », séparables des rapports à l'espace physique. En d'autres termes, les rapports à l'espace participent de la définition des positions sociales et ces dernières doivent être pensées simultanément à différentes échelles, du local au mondial, et pas seulement à l'échelle nationale implicitement posée par la notion de société.

C'est pourquoi il nous semble intéressant d'interroger plus avant la dimension spatiale des différentes ressources sociales (capital économique, culturel, symbolique, social...), des conditions de leur accumulation et de leur utilisation¹. Un capital économique aussi immatériel que peut l'être du capital financier ne peut se comprendre en dehors de ses lieux de placement et d'échange. Un diplôme n'a pas (et aura sans doute de moins en moins à l'avenir) la même valeur et le même rayonnement selon l'université qui le délivre. La détention de capital social, les modalités de son accumulation et son rôle dans les rapports de domination apparaissent infiniment plus complexes quand la dimension spatiale est prise en compte.

Pour ce faire, il nous semble pertinent de commencer par travailler des concepts intégrant l'espace de façon plus directement et visiblement « dimensionnelle », tels que celui de mobilité, déjà ancien, et celui plus récent de capital d'autochtonie – deux concepts qui semblent avoir tout de l'opposition paradigmatique. Plusieurs travaux récents montrent ainsi que l'inscription dans des réseaux sociaux locaux peut générer de véritables ressources pour les classes populaires, ce qui peut expliquer leur « immobilité » relative malgré les injonctions à la mobilité qui se multiplient. À l'inverse, la sociologie de la haute bourgeoisie montre comment les réseaux internationaux alimentent la reproduction sociale, que ce soit au niveau de la socialisation ou du monde du travail. Entre ces différents groupes sociaux, certaines fractions des classes moyennes, notamment celles qui viennent habiter dans des quartiers déqualifiés, ne sont-elles pas contraintes de s'inscrire dans des réseaux locaux pour revaloriser leur adresse ? Et que penser des multiples actions collectives s'efforçant de changer le monde en « relocalisant » l'économie ? Et si la distinction entre un capital d'autochtonie, ressource des pauvres, et une mobilité, privilège des plus riches, était elle-même à nuancer ?

¹ Cette proposition est issue d'un séminaire de l'UMR ESO portant sur « l'appropriation de l'espace ». Elle a donné lieu à une première publication dans : Ripoll Fabrice, Veschambre Vincent, « Sur la dimension spatiale des inégalités : contribution aux débats sur la "mobilité" et le "capital spatial" », in Arlaud Samuel, Jean Yves, Royoux Dominique (dir.), *Rural – Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, PUR (coll. Espace et Territoires), 2005, pp. 467-483. Cet article rend aussi compte d'un premier travail critique de la notion de « capital spatial » proposée par certains géographes comme modalité d'intégration de la dimension spatiale dans l'analyse des ressources, ce qui pose un double problème : d'une part, le signifiant laisse penser que l'espace peut constituer un capital en soi et à part et que les autres espèces de capitaux n'ont aucune dimension spatiale ; et d'autre part, la définition proposée se limite souvent à l'idée de compétence à la mobilité, or qui dit compétence dit (potentiellement) capital... culturel !

Ce sont ces questions et bien d'autres encore que reprennent les articles composant ce dossier. Issus de plusieurs disciplines (sociologie bien sûr mais aussi géographie, aménagement et urbanisme), ils ont en commun de travailler l'un et/ou l'autre de ces concepts (mobilité/capital d'autochtonie), en testant leur pertinence et interrogeant leur statut théorique à partir d'enquêtes empiriques menées sur des terrains variés à tous points de vue. Ce programme, sans nul doute vaste et ambitieux, n'est ici qu'esquissé, et il ne demande qu'à être poursuivi¹.

¹ Ce dossier trouve son origine dans un colloque pluridisciplinaire organisé à l'université de Caen Basse-Normandie en novembre 2007 sur la question des « Espaces hérités, espaces enjeux. Appropriations, (dé)valorisations, catégorisations » (ouvrage à paraître sous la direction d'Isabelle Backouche, Fabrice Ripoll, Sylvie Tissot et Vincent Veschambre) et en particulier dans une séance portant sur « Mobilité ou autochtonie ? La dimension spatiale des ressources sociales ». Afin de poursuivre la réflexion plus avant, une journée d'étude s'est tenue en octobre 2009 au CSU-CRESPPA sur ce même thème (organisée par Fabrice Ripoll, Sylvie Tissot et Susanna Magri, Lab'Urba / CSU-CRESPPA), dont la plupart des interventions ont donné matière à ce numéro.